

ÉPREUVE COMPOSÉE

Autres centres étrangers, 2021

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé au candidat de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

Distinguez taux de chômage et taux d'emploi.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Performances selon la catégorie d'entreprises en France en 2007

	Valeur ajoutée par salarié (en milliers d'euros par salarié)	Exportations moyennes par salarié (en milliers d'euros par salarié)	Proportion d'entreprises exportatrices (en %)	Part du chiffre d'affaires réalisée à l'exportation (en %)
Microentreprises ¹	57	5	3	3
PME ²	51	17	15	10
ETI ³	66	62	48	20
Grandes entreprises ⁴	80	93	63	24
Ensemble	64	41	3	17

Champ : entreprises du secteur marchand hors agriculture et activités financières.1 :

Entreprises de 0 à 9 salariés ayant moins de 2 millions d'euros de bilan.

2 : Petites et Moyennes Entreprises : entreprises de 10 à 249 salariés ayant moins de 43 millions d'euros de bilan et entreprises de 0 à 9 salariés ayant plus de 2 millions de bilan.

3 : Entreprises de Taille Intermédiaire : entreprises de 250 à 4 999 salariés ayant entre 43 millions et 2 milliards d'euros de bilan.

4 : Entreprises de 5 000 salariés et plus ayant plus de 2 milliards d'euros de bilan.

Source : Les ETI, Direction Générale de la compétitivité de l'industrie et des services,
Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, 2010.

Questions :

1. Comparez les performances (présentées dans le document) des PME et des grandes entreprises en France en 2007. (2 points)

2. À l'aide du document et de vos connaissances, vous expliquerez en quoi le niveau de productivité des firmes peut expliquer leur capacité à exporter. (4 points)

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'école favorise l'égalité des chances.

DOCUMENT 1

L'éducation est la première priorité nationale. Le service public de l'éducation est conçu et organisé en fonction des élèves et des étudiants. Il contribue à l'égalité des chances. [...]

Le droit à l'éducation est garanti à chacun afin de lui permettre de développer sa personnalité, d'élever son niveau de formation initiale et continue, de s'insérer dans la vie sociale et professionnelle, d'exercer sa citoyenneté.

Pour garantir ce droit dans le respect de l'égalité des chances, des aides sont attribuées aux élèves et aux étudiants selon leurs ressources et leurs mérites. La répartition des moyens du service public de l'éducation tient compte des différences de situation, notamment en matière économique et sociale.

Elle a pour but de renforcer l'encadrement des élèves dans les écoles et établissements d'enseignement situés dans des zones d'environnement social défavorisé et des zones d'habitat dispersé, et de permettre de façon générale aux élèves en difficulté, quelle qu'en soit l'origine, en particulier de santé, de bénéficier d'actions de soutien individualisé.

L'acquisition d'une culture générale et d'une qualification reconnue est assurée à tous les jeunes, quelle que soit leur origine sociale, culturelle ou géographique.

Source : www.legifrance.gouv.fr.

DOCUMENT 2

Niveau de diplôme des élèves dix ans après leur entrée en sixième selon certaines caractéristiques sociales et scolaires en France (en %)

	Élèves entrés en sixième en 1995				Élèves entrés en sixième en 2007			
	Bacheliers	Dont bacheliers GT ¹	CAP ² -BEP ³	Non-diplômés	Bacheliers	Dont bacheliers GT	CAP-BEP	Non-diplômés
Catégorie sociale de la personne de référence								
Agriculteurs	73,1	54,0	16,0	10,9	86,6	57,2	7,7	5,7
Artisans, commerçants	65,2	53,8	15,7	19,2	79,9	57,8	10,9	9,3
Prof. libérales, cadres, chefs d'entreprise	87,5	83,7	4,3	8,2	93,8	85,3	2,7	3,5
Enseignants	91,3	87,1	3,4	5,4	94,2	86,3	2,0	3,9
Professions intermédiaires	77,2	66,7	11,1	11,8	83,7	65,1	8,3	8,1
Employés	62,0	49,8	17,1	20,9	75,5	51,8	11,8	12,7
Ouvriers qualifiés	53,6	39,3	23,0	23,4	68,4	40,7	16,5	15,1
Ouvriers non qualifiés	41,3	27,7	25,5	33,2	62,4	34,6	19,1	18,5
Total	63,5	52,3	16,4	20,1	77,6	56,7	11,1	11,3

Source : Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, 2007.

Lecture : 73,1 % des enfants d'agriculteurs entrés en sixième en 1995 ont obtenu le baccalauréat dix ans après ; 54,0 % des enfants d'agriculteurs entrés en sixième en 1995 ont obtenu un baccalauréat général ou technologique dix ans après.

1 : GT : Général et Technologique

2 : CAP : Certificat d'Aptitude

Professionnelle³ : BEP : Brevet d'Études

Professionnelles

DOCUMENT 3

Aménagement des modalités de passation des examens et concours pour les étudiants en situation de handicap en 2018-2019

	Nombre d'étudiants bénéficiaires	Part des étudiants en situation de handicap bénéficiaires (en %)
Temps supplémentaire	22 010	84,4
Salle particulière	4 552	17,4
Mise à disposition de matériel pédagogique adapté	4 618	17,7
Secrétaire	1 915	7,3
Temps de pause	3 697	14,2
Documents adaptés	1 663	6,4
Épreuve aménagées	2 991	11,5
Interprète LSF ¹ , codeurs LPC ² , autres aides à la communication.	216	0,8

Champ : France métropolitaine + DOM.

Source : d'après *Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation*, 2020.

1 : LSF : langue des signes française.

2 : LPC : langue parlée complétée. Il s'agit d'un codage manuel des sons de la langue française qui complète la lecture labiale.

EPREUVE COMPOSEE – SUJET B

France métropolitaine, 2021

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé au candidat de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

À l'aide de deux exemples, vous montrerez que les politiques de flexibilisation permettent de lutter contre les rigidités du marché du travail.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Origine sociale des étudiants de nationalité française en 2018-2019, en %

	Agriculteurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprise(1)	CPIS(2)	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités et inactifs	Ensemble(3)
Université	9,4	33,3	14,8	16,7	11,3	14,5	100
Section de Technicien Supérieur (STS)	12,5	15,6	14,6	19,6	23,5	14,2	100
CPGE (4) et préparations intégrées	11,1	51,6	12,7	11,1	7,0	6,6	100
École de commerce, gestion et comptabilité	19,5	51,5	9,5	8,5	4,3	7,2	100
Établissements privés d'enseignement universitaire	15,2	45,6	11,4	11,5	6,9	9,6	100
Écoles Normales Supérieures (ENS) (5)	6,8	62,5	10,5	7,0	2,3	11,0	100
Écoles artistiques, d'architecture et de journalisme	14,0	47,4	14,9	10,9	5,2	7,6	100
Écoles paramédicales et sociales (6)	15,1	23,0	9,2	31,6	19,0	2,0	100
Autres écoles et formations (7)	12,8	44,6	11,3	11,7	7,3	12,3	100
Ensemble des étudiants français	11,1	34,3	13,8	16,5	11,9	12,4	100

1. Les agriculteurs sont intégrés aux artisans, commerçants et chefs d'entreprises du fait de la faiblesse de leurs effectifs.
2. Cadres et Professions Intellectuelles Supérieures.
3. Hors valeurs manquantes.
4. Classes Préparatoires aux Grandes Écoles.
5. Les Écoles Normales Supérieures proposent une formation en 4 ans de haut niveau, dans des domaines variés. Le recrutement se fait par un concours très sélectif, à l'issue des classes préparatoires aux grandes écoles.
6. Les données concernant les écoles paramédicales et sociales sont celles de 2017-2018.
7. Comprend notamment les écoles juridiques et administratives.

Source : d'après www.education.gouv.fr, 2019.

Questions :

1. À l'aide des données du document, vous comparerez l'origine sociale des étudiants en Classes Préparatoires aux Grandes Écoles (CPGE) avec celle des étudiants en écoles paramédicales et sociales. (2 points)
2. À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous montrerez que la démocratisation scolaire reste inachevée. (4 points)

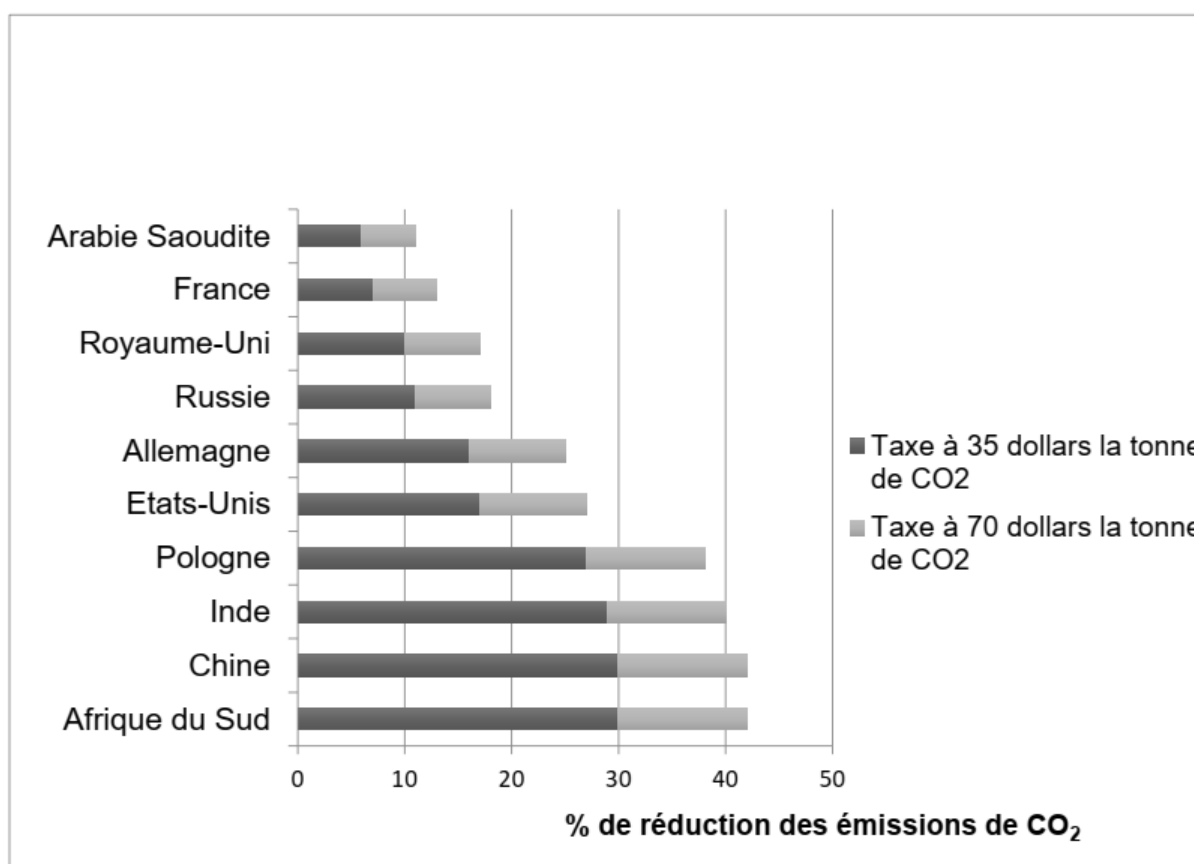
**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les pouvoirs publics disposent de plusieurs instruments pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement.

DOCUMENT 1

Pourcentage de réduction des émissions de CO₂ en 2030, par rapport au scénario tendanciel¹



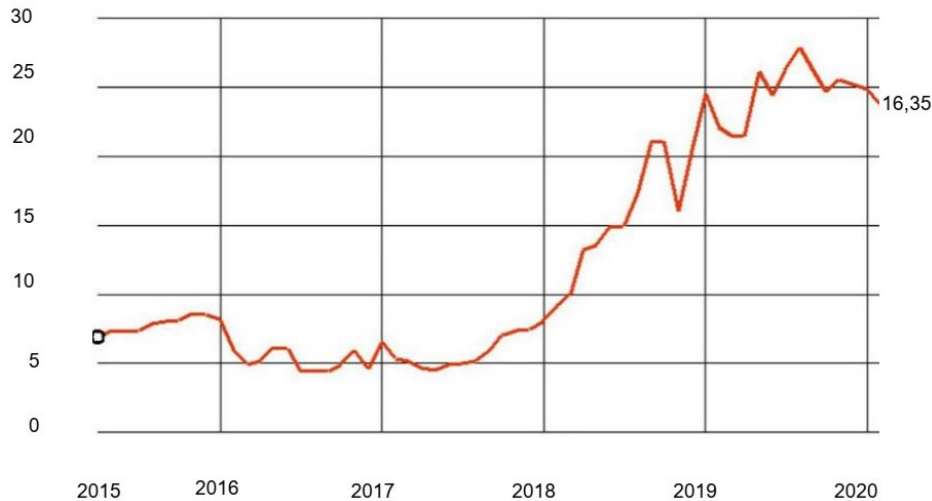
Source : d'après FMI, 2019.

1 : Niveau qui serait atteint si aucune mesure contre les gaz à effet de serre n'était prise.

DOCUMENT 2

Le marché européen du carbone (SEQE-UE)¹

En euro par tonne



Source : d'après www.lesechos.fr, 26/03/2020.

1 : SEQE-UE : Système d'Échange de Quotas d'Émissions de l'Union Européenne.

DOCUMENT 3

L'existence de politiques environnementales créant une demande pour les technologies vertes (normes, écotaxes, marchés de permis d'émission) ne suffit pas. Leur développement et leur déploiement se heurtent en effet à des obstacles bien connus qui justifient des politiques complémentaires ciblant l'offre d'innovation. En premier lieu, les entreprises privées tendent à sous-investir dans l'innovation et la recherche développement car il est souvent plus facile de copier un concurrent qui a innové que d'innover soi-même. L'existence des brevets fournit certes une protection à l'innovateur, mais elle reste partielle. Ce problème est renforcé par l'existence d'imperfections dans l'accès au crédit : les investisseurs et banquiers, sensés financer l'innovation, n'ont pas toute l'information ni les compétences nécessaires pour évaluer les probabilités de réussite des projets. Ils ont donc une tendance à sous-financer les projets les plus innovants. C'est pourquoi tous les gouvernements financent la recherche et l'innovation, que ce soit par la recherche publique ou par des aides à l'innovation des entreprises. En France, le soutien direct à l'innovation privée verte prend deux formes principales : le Crédit Impôt Recherche (CIR) et les programmes Investissements d'Avenir. Le CIR est un dispositif consistant à rembourser de 30 à 40% des dépenses de recherche et développement par un crédit d'impôt. Son coût budgétaire était de 5,3 milliards d'euros en 2015 pour l'ensemble des secteurs (et passeulement pour l'innovation environnementale). Le programme des Investissements d'Avenir est lui sélectif en ce sens qu'il cible des domaines particuliers. Il est ainsi prévu de dépenser 2,3 milliards d'euros de 2014 à 2024 dans le domaine de l'environnement pour soutenir de gros projets de recherche privés sélectionnés par appels d'offres dans les énergies renouvelables et décarbonées, la ville durable, la chimie verte, les réseaux électriques intelligents, les véhicules du futur et l'économie circulaire.

Source : d'après www.ecologie.gouv.fr, 2016.

ÉPREUVE COMPOSÉE – SUJET B

Polynésie, 2021

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé au candidat de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

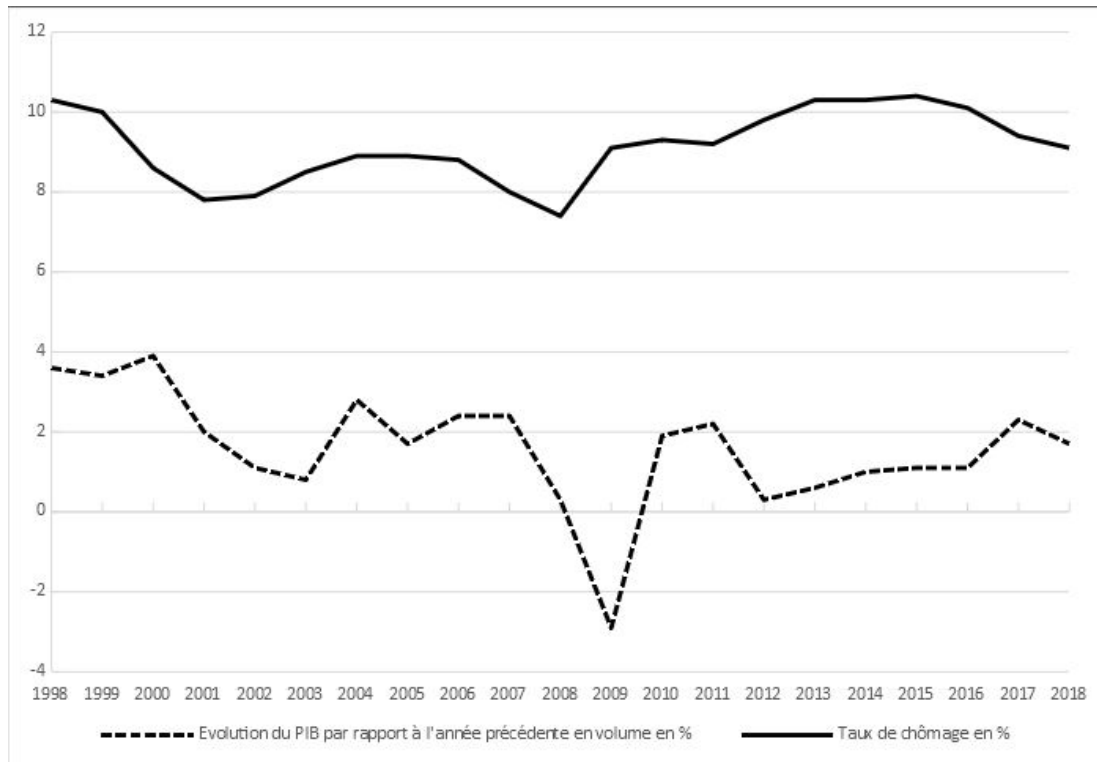
Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

Présentez un mécanisme par lequel le progrès technique peut engendrer des inégalités de revenus.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Évolution du PIB en volume par rapport à l'année précédente (en %) et du taux de chômage (en %) en France



Source : INSEE, 2019.

Questions :

1. Présentez les données de l'année 2009 et de l'année 2017. (2 points)
2. À l'aide des données du document et de vos connaissances, montrez que les fluctuations de l'activité économique ont des conséquences sur le chômage conjoncturel. (4 points)

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

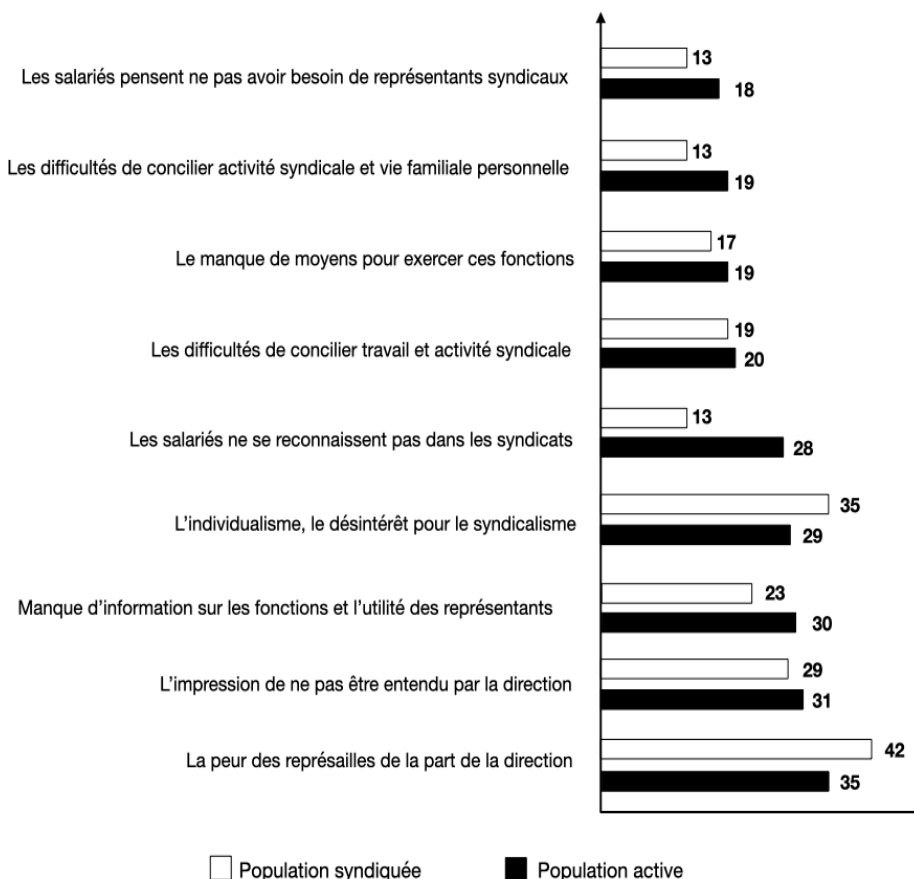
Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent politiquement.

DOCUMENT 1

Le syndicalisme : une forme d'engagement dans la vie collective

« À votre avis, qu'est-ce qui dissuade ou empêche les salariés de s'investir dans une activité syndicale ? »



Les répondants pouvaient donner plusieurs réponses.

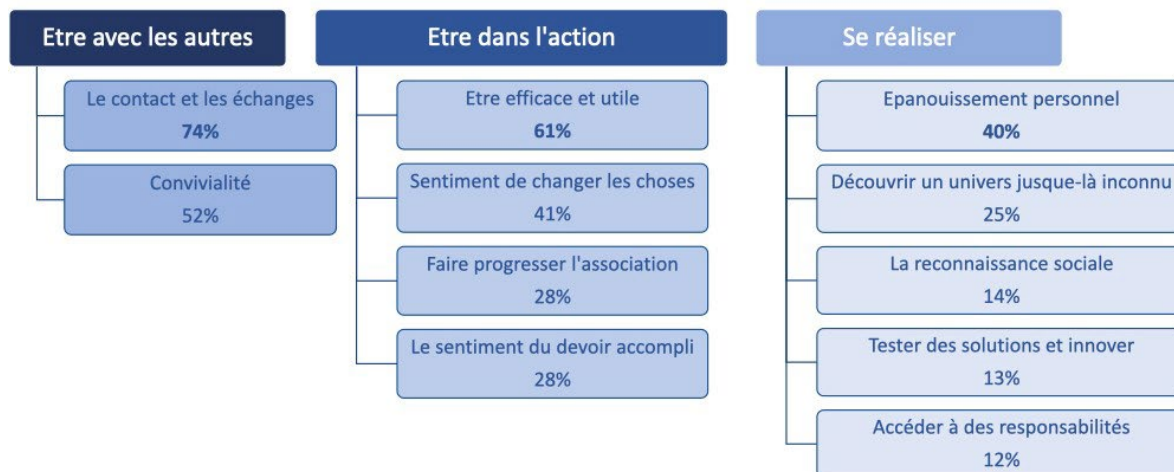
Source : d'après le « 12^e baromètre de la perception des discriminations dans l'emploi », Défenseurs des droits et Organisation Internationale du Travail, 2019.

Champ : 1 001 personnes actives, en France métropolitaine, ont été enquêtées du 3 au 27 avril 2019.

DOCUMENT 2

Les satisfactions des bénévoles en France

« Quelles principales satisfactions éprouvez-vous dans votre activité bénévole ? »



Source : « La France bénévole : Évolutions et perspectives », Recherches & Solidarités, 2019.

Champ : l'enquête a été réalisée en France en 2019, auprès d'un échantillon de 4 466 bénévoles.

DOCUMENT 3

Le mouvement des gilets jaunes prend naissance autour d'un enjeu bien cadré qui est celui de la taxe carbone, puis très rapidement de la pression fiscale. Cet enjeu est bien cadré, car il parle à la société française et l'opinion publique a facilement suivi le mouvement. La réduction de la pression fiscale est généralement une cause plutôt populaire. Ce cadrage de l'enjeu évolue depuis le 1er décembre 2018, et l'on parle désormais d'une réforme du système, ou de manière plus extrême et excessive, de démission ou encore de destitution du président de la République. Ce nouveau cadrage devrait se montrer beaucoup moins efficace et il est probable que ses élans révolutionnaires refroidiront très vite une partie de l'opinion publique. [...]

Le mouvement des gilets jaunes [...] peine à trouver une institution cible sur laquelle se retourner et focaliser sa colère et ses revendications. Il se retourne contre la classe politique française et les partis politiques traditionnels. Le sommet de ce système étant le président de la République, il est aujourd'hui érigé en bouc-émissaire¹ idéal qu'il suffirait [...] d'expulser de la cité pour régler les troubles sociaux. Un tel phénomène de focalisation sur le président de la République est commun en France du fait des caractéristiques de la V^e République qui donne un rôle et une visibilité centrale au président.

Source : www.theconversation.com, 2018.

1 : considéré comme le principal responsable.

ÉPREUVE COMPOSÉE

Amérique du Nord, 2023

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé aux candidats de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

Montrez comment les droits de propriété influent sur la croissance économique.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Utilisation d'Internet et pratiques culturelles selon le sexe et l'âge en 2018-2019 (part en %)

	Femmes	Hommes	16-24 ans	25-39 ans	40-59 ans	60 ans ou plus	Ensemble
Part des personnes ayant utilisé Internet au cours des trois derniers mois							
Tous les jours ou presque	70	73	93	90	78	43	71
Au moins une fois par semaine	9	9	3	6	11	12	9
Moins d'une fois par semaine	8	7	4	3	7	12	7
Jamais	13	11	1	1	4	33	12
Part des personnes ayant au moins une fois dans l'année...							
été au cinéma	64	60	83	74	65	42	62
assisté à un spectacle vivant (concert, théâtre, etc.)	51	46	52	54	54	38	49
visité un musée, une exposition ou un monument historique	43	43	45	46	47	37	43
Part des personnes ayant lu un livre (hors bande dessinée) dans l'année							
Au moins un livre	71	53	58	60	65	62	62
Dont au moins six livres	43	27	29	30	36	40	35

Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 16 ans ou plus résidant en ménage ordinaire.

Source : France, portrait social, INSEE, 2021.

Questions :

1. À l'aide des données du document, vous montrerez que la pratique de la lecture est corrélée à l'âge et au sexe. (2 points)
2. À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous montrerez que la position dans le cycle de vie est un facteur de structuration et de hiérarchisation de l'espace social. (4 points)

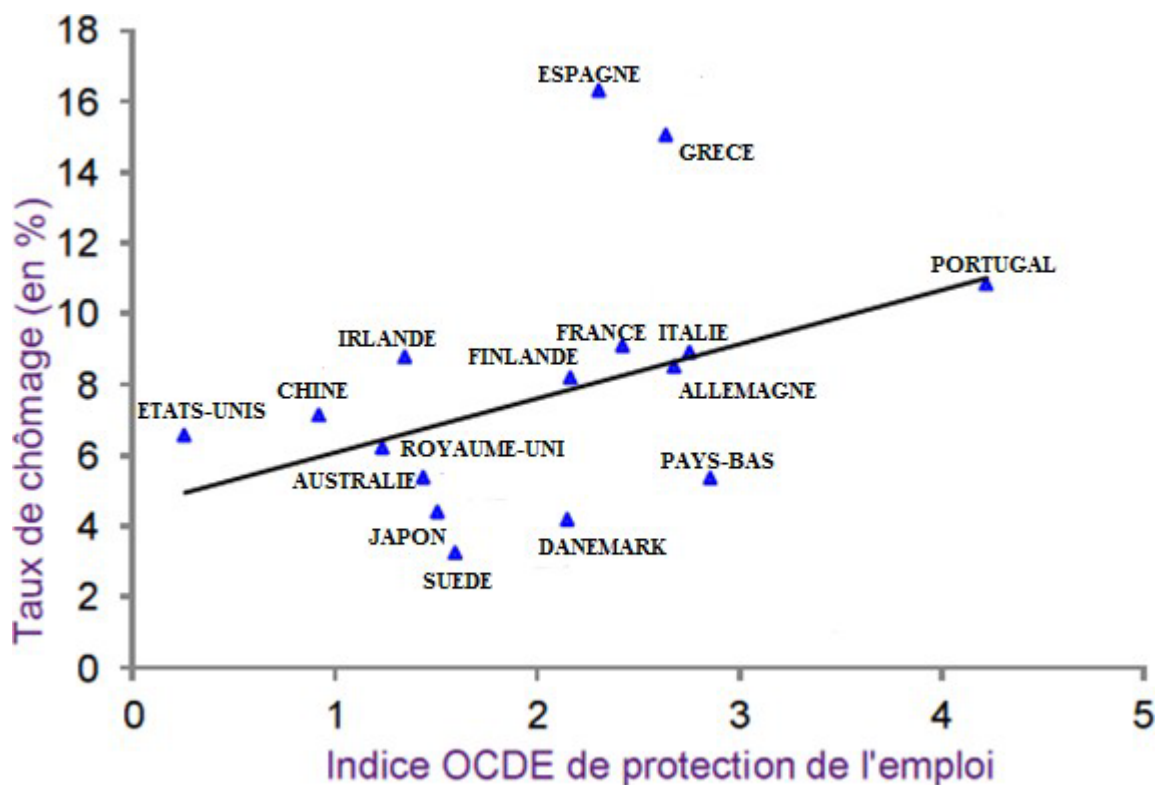
**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les institutions ont des effets positifs et négatifs sur le chômage structurel.

DOCUMENT 1

Indice de protection de l'emploi et taux de chômage en % (moyenne 2002-2016)



Source : « Protection de l'emploi et chômage », *Flash Économie*, Natixis, 18 avril 2016.

Note : L'indice OCDE de protection de l'emploi mesure les procédures et les coûts qu'impliquent le licenciement et le recrutement de travailleurs. Il varie de 0 à 6 (6 étant le plus haut niveau de protection).

DOCUMENT 2

Quand on introduit ou augmente le salaire minimum, [...] certaines entreprises embaucheront moins qu'elles ne l'auraient fait (ou suppriment des emplois) - c'est en quelque sorte l'effet direct coût du travail [...].

Des études [...] qui ont analysé de façon approfondie une grande chaîne de distribution, ont pu déceler dans certains cas un effet positif des hausses du salaire minimum en termes d'incitation, ce qui renvoie au mécanisme de « salaire d'efficience » selon lequel le salaire peut avoir un effet positif sur la productivité. Mais les entreprises peuvent aussi essayer d'accroître la productivité face à une augmentation du salaire minimum simplement en exigeant davantage de leurs salariés : en intensifiant le travail (accroissement des cadences, réduction des temps de pause), en fixant des objectifs plus exigeants, etc. C'est ce que constatent par exemple les auteurs d'une étude comparative de l'impact du salaire minimum dans les *fast-foods* en Alabama et en Géorgie.

De façon plus positive, une augmentation du salaire minimum peut inciter les entreprises à accroître la productivité de leurs salariés en les formant davantage. Cela suppose que les entreprises n'essayent pas de compenser une hausse du salaire minimum par des baisses de dépense de formation.

Source : Jérôme GAUTIE, *Le salaire minimum et l'emploi*, 2020.

DOCUMENT 3

Compte tenu du fait que la mobilité est particulièrement basse chez les femmes avec enfants, il nous semble qu'une piste intéressante consisterait à renforcer les aides à la garde d'enfants. [...] Des partenariats avec des haltes-garderies où un parent aurait la possibilité de déposer son enfant le temps d'aller passer un entretien d'embauche pourraient constituer une solution d'urgence décisive pour l'avenir professionnel du parent [...].

Les analyses des zones franches urbaines (ZFU) françaises suggèrent aussi une efficacité limitée des politiques de l'emploi très géographiquement ciblées. Les ZFU ont été créées en 1996. Ce sont des zones où se concentrent les problèmes de pauvreté et de chômage et dans lesquelles les entreprises de moins de 50 employés bénéficient pendant au moins cinq ans d'exemptions¹ fiscales et d'exonérations de cotisations sociales. Ces incitations ont eu un effet globalement positif sur l'emploi local grâce à l'implantation de nouvelles entreprises, mais, dans les zones voisines, l'emploi a diminué [...].

Les politiques locales d'incitation fiscale à la création d'emplois gagneraient probablement à être couplées à des programmes de formation intensive des chômeurs locaux.

Source : Alexandra ROULET, *Améliorer les appariements sur le marché du travail*, 2018.

1 : Dispenses de payer des impôts.